

L'hon. M. FULLERTON: Malgré cela, il y eu là un tiers d'épargné.

L'hon. M. EULER: Je suis bien aise d'entendre dire cela par le président de la commission; je crois, en effet, qu'en répandant pareille impression dans le public on ne fait qu'armer les ennemis du National-Canadien, qui cherche à le discréditer, bien plus à décourager notre public en ce qui concerne le réseau national; ils font le tableau beaucoup trop sombre et nous n'avons pas le droit de tolérer plus longtemps pareils abus. Voilà pourquoi je maintiens que nous devrions faire cette inscription de comptabilité. S'il nous faut la permission du Parlement, très bien. Car de cette façon le public canadien a une idée fausse des Chemins de fer nationaux. Je dis encore qu'en présence de pareilles assertions venant d'un homme aussi important que l'est le président du Pacifique-Canadien, affirmations, d'ailleurs, qui créent chez notre public une fausse conception au détriment de notre propre réseau ferroviaire, il me semble qu'il incombe à ceux qui ont charge de nos chemins de fer de l'Etat de dissiper cette fâcheuse impression. Je ne parle pas, bien entendu, d'une dispute avec le Pacifique-Canadien.

M. MCGIBBON: Simple affaire d'arithmétique. La dette du réseau est de 2,600 millions de dollars; donc les intérêts, à 5 p. 100, seraient de 130 millions.

L'hon. M. EULER: Mais l'on inclut ainsi tous ces anciens déficits dont quelques-uns existaient même avant la création du National-Canadien. Je ne trouve pas franc que l'on impute ces charges au réseau. Cela, j'y reviens pour bien montrer qu'ainsi on permet à d'autres de semer davantage cette fausse impression.

L'hon. M. FULLERTON: Puis-je expliquer qu'en 1928 nous avions à l'intention des intérêts une réserve d'un peu plus de 45 millions de dollars. A cette époque il revenait au public, en intérêts, 42 millions; nous avons donc, de ce chef, un excédent de \$3,185,000, en 1928.

L'hon. M. EULER: Il ne serait pas exact de prétendre que cette somme ne suffisait qu'à solder un tiers des intérêts.

L'hon. M. FULLERTON: Je n'arrive pas à comprendre.

M. FRASER: Il s'agit de l'année des plus grosses recettes?

L'hon. M. FULLERTON: Oui.

L'hon. M. EULER: La situation est déjà assez mauvaise sans qu'on l'exagère.

M. GRAY: J'ai écouté M. Fairweather; et comme j'avais lu la preuve attentivement avant la discussion de l'année dernière, et entendu M. Beatty et sir Henry Thornton, et l'explication de M. Fairweather qui cadre bien avec mes souvenirs de la teneur du rapport, cette commission qui a examiné à fond toute cette question, a conclu contre la fusion; et le ministre, parrain du bill, a rédigé un additif dans le même sens. J'affirme une fois pour toutes que si M. Beatty tient à son projet il a parfaitement droit de parcourir le pays d'Halifax à Vancouver en le préconisant et de semer les imprimés par millier, voire par million, si cela lui plaît; mais il ne doit pas invoquer le nom de hauts fonctionnaires du National-Canadien, à moins d'y être autorisé.

M. MCGIBBON: Monsieur le président, je ne prends la parole qu'au nom d'une classe, le contribuable canadien. Il est vrai que nous avons réalisé un excédent en 1928; mais à l'heure qu'il est nous serions loin d'avoir un surplus. Il est probable qu'en 1928 les recettes aient atteint leur plus fort maximum qui ne sera pas dépassé d'ici bien des années; mais les 45 millions qui constituaient un excédent en 1928 seraient un déficit notable aujourd'hui. Encore, l'expansion future de notre pays va nécessiter des améliorations et des renouvellements de matériel. J'ai suivi de près le matériel des deux chemins de fer et je suis d'avis qu'il se détériore; une bonne partie en est exposée aux inclémences de la température pendant trois cent soixante-cinq jours par année. Je ne parle pas au nom des employés de chemins de fer. Je répète que le réseau national est notre propriété. Nous devrions tout faire pour le conserver dans l'intérêt du